



CONFÉRENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

ROME, 5-16 Novembre 1974

UN LIBRARY

DEC 13 1974

Distr.
LIMITÉE

E/CONF.65/C.1/L.18

12 novembre 1974

FRANÇAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

PREMIERE COMMISSION

Point 9 (c) de l'ordre du jour

PROGRAMMES D'ACTION NATIONALE ET INTERNATIONALE

POLITIQUES ET PROGRAMMES VISANT A AMELIORER LA STRUCTURE DE LA
CONSOMMATION DANS TOUS LES PAYS ET A ASSURER UN APPROVISIONNEMENT
SUFFISANT EN PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT,
NOTAMMENT AUX GROUPES VULNERABLES

Politiques et programmes visant à améliorer la nutrition

Proposition du Rapporteur: Projet révisé de résolution

La Conférence mondiale de l'alimentation,

Considérant que, dans les pays en développement, un grand nombre d'êtres humains, notamment les plus défavorisés, manquent d'aliments appropriés et en pâtissent dans leur santé, leur développement et leur aptitude à s'instruire, à travailler et à vivre décemment, alors que l'excès de consommation parmi les riches nuit à leur santé et que d'importantes ressources alimentaires sont consacrées à la consommation animale,

Reconnaissant que la malnutrition est étroitement associée à la pauvreté généralisée à la faiblesse des niveaux de la production agricole intérieure,

Reconnaissant que la malnutrition est aggravée par les maladies infectieuses et le manque d'hygiène publique, que l'accroissement de la production agricole et des revenus ne saurait en soi conduire à une amélioration de la nutrition et qu'il est indispensable, à cette fin, de répartir plus justement et équitablement vivres et revenus,

Reconnaissant que les informations sur les structures de la consommation alimentaire et les conséquences de ces dernières pour la nutrition et l'état de santé de la majorité des populations des pays en voie de développement sont insuffisantes et inexactes et que l'ignorance générale des moyens propres à prévenir la malnutrition grâce à une meilleure utilisation des ressources alimentaires, dont le lait, est en grande partie responsable de la malnutrition actuelle,

* Il s'agit là d'une révision du projet de résolution V reproduite à l'Annexe VII du rapport du Comité préparatoire sur sa troisième session (E/CONF.65/6).

Reconnaissant le rapport qui existe d'une part entre la malnutrition du nourrisson, de l'enfant et de la mère dans les familles défavorisées et d'autre part l'échec et le nombre des enfants dans ces familles,

Reconnaissant que les aspects alimentaires et nutritionnels n'entrent généralement pas assez en ligne de compte dans la formulation des plans de développement nationaux,

Considérant qu'il faut améliorer la nutrition dans tous les pays et que les structures de consommation actuelles des pays riches ne doivent pas être prises comme modèle,

R E C O M M A N D E

1. Que tous les gouvernements et la Communauté internationale dans son ensemble veillent, pour tenir l'engagement qu'ils ont pris d'éliminer la faim et la malnutrition dans les dix ans à venir, à formuler des plans et politiques alimentaires et nutritionnels concertés dans leur planification socio-économique et agricole à long terme et que, à cette fin, ils évaluent la nature, l'ampleur et le degré de malnutrition dans tous les groupes socio-économiques ainsi que les conditions à remplir au préalable pour en améliorer l'état nutritionnel;
2. Que la FAO, en collaboration avec l'OMS, le FISE, la BIRD, le PNUD et l'Unesco, et avec le concours du PAG, prépare un avant-projet en vue d'aider les gouvernements à dresser des plans alimentaires et nutritionnels intersectoriels et que cet avant-projet soit communiqué au Conseil de la FAO à sa session de la mi 1975, par l'intermédiaire de son comité de politiques alimentaires et nutritionnelles, ainsi qu'aux organes directeurs des autres institutions intéressées;
3. Qu'à l'aide de leurs propres ressources, complétées par une assistance alimentaire, financière et technique de sources extérieures multilatérales ou bilatérales, les gouvernements entreprennent de nouveaux programmes d'intervention alimentaire et nutritionnelle ou consolident suffisamment ceux qui existent déjà pour faire face en permanence aux besoins d'une grande part des groupes vulnérables;
4. Que les gouvernements inscrivent l'éducation nutritionnelle à tous les niveaux de leurs programmes d'étude et que tous les responsables de l'agriculture, de la santé et de l'éducation générale soient convenablement formés, de manière qu'ils puissent promouvoir l'éducation nutritionnelle du public dans leurs disciplines respectives;
5. Que les gouvernements renforcent les services fondamentaux de santé, de bien-être familial et de planification familiale et qu'ils améliorent les conditions de l'environnement, y compris l'alimentation en eau des zones rurales et l'élimination des maladies transmises par l'eau et qu'ils veillent à traiter et guérir ceux qui souffrent de malnutrition protéique et énergétique;
6. Que les gouvernements tiennent compte du rôle capital des femmes, qu'ils prennent des mesures pour améliorer leur nutrition, leur niveau d'instruction, et leurs conditions de travail et qu'ils les encouragent et leur permettent d'allaiter leurs enfants;

7. Que les gouvernements étudient des programmes spéciaux d'alimentation dans le cadre de leurs stratégies alimentaires et nutritionnelles, pour déterminer s'il est possible d'entreprendre ces nouveaux programmes ou d'améliorer ceux qui existent, notamment parmi les groupes vulnérables (enfants, mères enceintes et allaitantes), mais aussi parmi les enfants d'âge scolaire, les ouvriers et autres; il faudrait que ces programmes encouragent l'intensification des activités de production et de transformation sur place des aliments, pour stimuler l'initiative et l'emploi locaux et qu'ils comprennent aussi une part d'éducation nutritionnelle;

8. Que les gouvernements étudient l'opportunité et la possibilité de parer aux carences nutritionnelles, en fortifiant les aliments de base ou autres aliments de grande consommation, à l'aide d'acides aminés, de concentrés protéiques, de vitamines et de sels minéraux et que, avec l'aide de l'OMS et en collaboration avec d'autres organisations intéressées, ils dressent un programme mondial de contrôle visant à réduire sensiblement les carences en vitamine A, iode, fer/folate, vitamine D, riboflavine et échiamine dans un délai de dix ans;

9. Que la FAO dresse l'inventaire des ressources alimentaires végétales autres que les céréales, comme par exemple les racines, les tubercules, les légumineuses, y compris celles provenant de sources non conventionnelles, et qu'elle examine la possibilité d'en accroître la production et la consommation, notamment dans les pays où sévit la malnutrition;

10. Que les gouvernements prennent des mesures pour renforcer et moderniser les services d'éducation du consommateur, ainsi que les programmes de législation et de contrôle alimentaires visant à protéger le consommateur, et qu'ils intensifient leur appui à la Commission du Codex Alimentarius;

11. Que le Programme mixte FAO/OMS de contrôle de la contamination des aliments soit, en coopération avec le PNUE, développé plus avant, pour informer rapidement les autorités nationales, afin qu'elles puissent prendre les mesures qui s'imposent;

12. Que la FAO, l'OMS et le FISE instaurent un système mondial de surveillance nutritionnelle pour contrôler l'état alimentaire et nutritionnel des groupes défavorisés de la population et pour assurer une évaluation rapide et permanente de tous les facteurs qui influent sur les structures de la consommation alimentaire et sur l'état nutritionnel;

13. Que les gouvernements envisagent de créer des installations et de financer la recherche nutritionnelle appliquée sur les aspects économiques, culturels, sociaux et médicaux de la production, de la distribution et de l'utilisation des aliments et que la FAO, l'OMS et le FISE organisent un programme de recherche nutritionnelle appliquée coordonné à l'échelon international, chargé, entre autres, d'établir des priorités, d'identifier des centres de recherche appropriés et de trouver des fonds.